

Photo by Eileen Pag, Unsplash

Quelles lueurs d'espoir dans l'obscurité hivernale ?

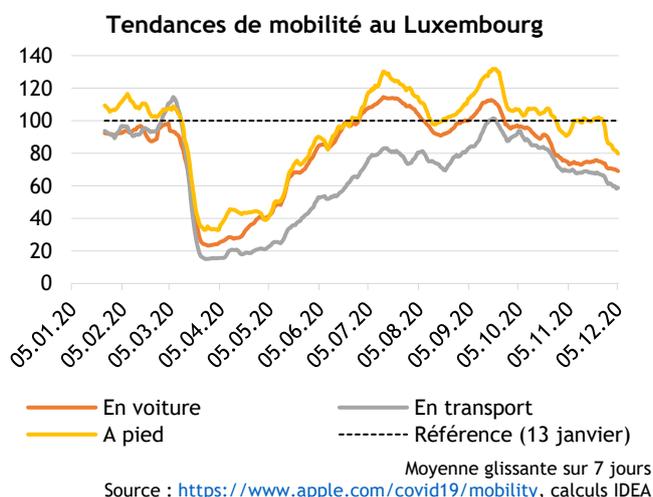
Selon toute vraisemblance, la récession de l'économie luxembourgeoise en 2020 sera moins marquée que ce qui était entrevu dans les variantes « pessimistes » des prévisions du printemps dernier. Le STATEC table en effet sur un recul du PIB allant de 4,5% dans un scénario « bas » à 3,5% dans un scénario « haut ». L'année se termine donc sur un constat en demi-teinte. La deuxième vague est arrivée alors que de nombreux indicateurs économiques et sociaux retrouvaient des couleurs et que le Luxembourg montrait des signes de résistance économique relativement encourageants en comparaison européenne.

Les premières estimations du PIB pour le 3ème trimestre devraient d'ailleurs confirmer ce rebond. Les estimations d'activité dans l'industrie, la construction, les services non-financiers et le commerce dessinaient tous jusqu'au début du mois de novembre un scénario de type « reprise en V ». Malgré la récession du deuxième trimestre et le climat d'incertitudes qui continue largement de dominer, le nombre d'emplois d'avant la pandémie a été retrouvé dès l'été et dépassé depuis. A l'heure de faire les comptes de fin d'année, il se pourrait bien que le Luxembourg ait créé plus de 6.000 emplois nets en 2020.

Mais cette performance ne doit pas masquer le fait qu'un tel résultat représenterait 10.000 créations de moins que si la tendance constatée les années passées s'était maintenue. En outre, plusieurs indicateurs nous rappellent que la crise est encore bien là et que son bilan ne pourra pas se confondre avec celui de l'année écoulée. Le niveau des demandes de chômage partiel en novembre (près de 30.000 équivalents temps plein) est reparti à la hausse. À l'exception de la construction, les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises non-financières dénotent de concert un pessimisme quant à l'évolution de l'activité pour les trois prochains mois. Ces inquiétudes sont partagées par les consommateurs, qui sont jusqu'à présent plus inquiets pour la situation économique générale que pour leur situation personnelle.

Le recul général de l'activité pendant la nouvelle vague épidémique pourrait être moins marqué qu'au printemps, mais il arrive dans un contexte où les entreprises concernées le sont radicalement (fermeture administrative, absence de clients) et où ces dernières étaient déjà fragilisées par les mesures sanitaires en vigueur depuis mars. Le soutien coûte que coûte des pouvoirs publics devra rester la règle autant que nécessaire dans cette crise par nature très discriminante.

[Zoom] Baisse modérée de la mobilité suite aux nouvelles mesures sanitaires



Alors que les déplacements individuels avaient chuté de 70 à 80% fin mars, la reprise progressive de l'activité au mois de mai, puis le rebond économique de cet été s'illustraient concrètement par une reprise à des niveaux élevés de la mobilité. Seuls les transports en commun sont restés « durablement » moins utilisés.

Les mesures sanitaires prises depuis le mois d'octobre, pour contenir la reprise épidémique ont eu un effet sur les déplacements beaucoup plus mesuré que le confinement de mars. Les dernières mesures semblent avoir eu un impact sur les déplacements à pied, qui ont baissé de 20%, tandis que les déplacements en transport en commun ont baissé de 8% et ceux en voiture de 5% depuis leur entrée en vigueur le 26 novembre.

SOMMAIRE

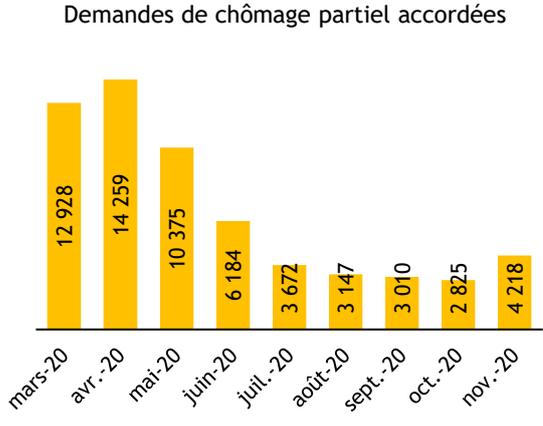
La Tableau de bord repose sur 22 indicateurs répartis sur 5 piliers : l'activité économique, le marché du travail, la situation sociale, les finances publiques et l'environnement économique européen et grand régional.

Indicateurs		Dernières données disponibles	
1. Activité économique			
1	Production industrielle	Novembre 2020	P3
2	Activité dans la construction	Novembre 2020	P3
3	Activité dans les services non-financiers	Novembre 2020	P3
4	Activité dans le commerce	Novembre 2020	P4
5	Actifs des fonds (OPC)	Octobre 2020	P4
6	Produit bancaire	2 ^{ème} trimestre 2020	P4
7	Faillites	Octobre 2020	P4
8	Chômage partiel	Novembre 2020	P5
9	Inflation	Octobre 2020	P5
2. Marché du travail			
10	Evolution de l'emploi	Octobre 2020	P5
11	Evolution du chômage	Octobre 2020	P6
12	Postes vacants à l'ADEM	Octobre 2020	P6
3. Indicateurs sociaux - ménages			
13	Chômage de longue durée	Octobre 2020	P6
14	Indice de confiance des consommateurs	Novembre 2020	P7
15	Crédits immobiliers accordés aux ménages	3 ^{ème} trimestre 2020	P7
4. Finances publiques			
16	Rendement des emprunts publics	Novembre 2020	P7
17	Compte financier des administrations publiques	2 ^{ème} trimestre 2020	P8
18	Recettes et dépenses de l'administration centrale	Octobre 2020	P8
5. Environnement européen - Grande Région			
19	Activité dans la zone euro (industrie et services)	Novembre 2020	P8
20	Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France	3 ^{ème} trimestre 2020	P9
21	Chômage dans la zone euro, Allemagne, Belgique et France	Octobre 2020	P9
22	Demandeurs d'emploi dans la Grande Région	Octobre 2020	P9

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

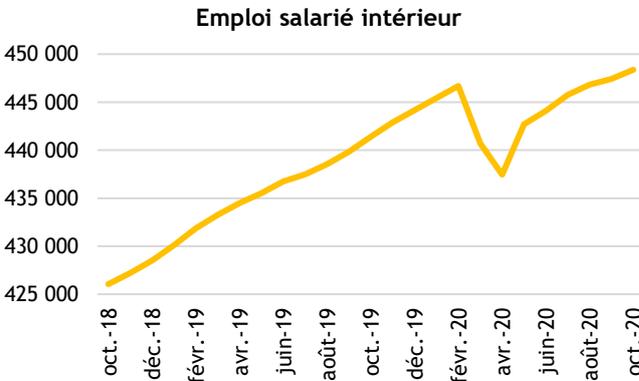
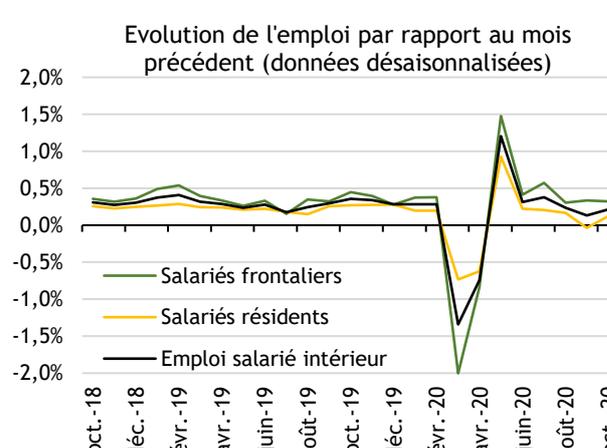
<p>Production industrielle</p> <p>Novembre 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Au mois de novembre, le solde d'opinions sur la tendance récente de la production progresse nettement et s'élève à +24. - Néanmoins, les perspectives d'évolution de la production se détériorent : la part des entreprises qui entendent une baisse de l'activité dans les prochains mois passe de 11% en octobre à 39% en novembre. - Sur le volet de l'emploi, les perspectives sont également mitigées, 35% des entreprises le jugeant à la baisse (contre 24% en octobre). 	<p>Estimation de la tendance récente de production dans l'industrie (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans la construction</p> <p>Novembre 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Au mois de novembre, les estimations d'activité des entreprises du secteur de la construction restent en territoire négatif (-7, contre -10 en octobre), mais pour la grande majorité d'entre elles, le niveau de carnets de commande est jugé normal ou élevé (83%). - Pour 29% des entreprises répondantes, le manque de main-d'œuvre est un facteur qui limite leur activité. 17% d'entre elles estiment que la demande est insuffisante. 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours du mois dans la construction (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans les services non-financiers</p> <p>Novembre 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En novembre, les estimations d'activité sont positives pour le deuxième mois consécutif depuis le début de la crise (solde d'opinions de +5). - L'indicateur synthétique de confiance dans les services reste en territoire négatif (-2,4), mais à des niveaux moins dramatiques qu'au printemps dernier. - Signe probable de l'anticipation des mesures sanitaires annoncées fin novembre, les perspectives d'activité (-14) et d'emploi (-24) pour les 3 prochains mois chutent à nouveau. Ces mesures auront en effet un impact sur cet indicateur, qui comprend l'Horeca. 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans les services (solde d'opinions)</p>

<p>Activité dans le commerce</p> <p>Novembre 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'enquête du mois de novembre fait état d'un solde d'opinions positif sur l'activité des trois derniers mois (+21). - En revanche, les perspectives des ventes pour les 3 prochains mois se détériorent très fortement (-40 contre -10 en octobre). Ces réponses sont peut-être liées au fait que le gouvernement s'apprêtait à annoncer des mesures sanitaires au moment de l'enquête. Mais ces dernières excluaient finalement des fermetures administratives dans le commerce. La période des fêtes de fin d'année sera donc à observer de près. 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans le commerce (solde d'opinions)</p>
<p>Actifs des fonds (OPC)</p> <p>Octobre 2020</p> <p>Source : CSSF</p>	<ul style="list-style-type: none"> - A la fin octobre, les actifs nets des 3 636 OPC luxembourgeois étaient valorisés à 4 674 milliards d'euros, en baisse de 0,5% par rapport au mois précédent. - Bien que les investissements nets en capital progressaient de 3,3 milliards, les évolutions des marchés faisaient reculer leur valeur de 25 milliards. La hausse des marchés de novembre pourrait changer la donne. - Sur les 12 derniers mois, la valeur des actifs affiche une hausse de 97 milliards d'euros, soit +2,1% (-46 milliards dus à la variation des marchés et +143 aux investissements nets). 	<p>Variation des actifs des OPC (Mia d'euros, somme mobile sur 12 mois)</p>
<p>Produit bancaire</p> <p>2^{ème} trimestre 2020</p> <p>Source : CSSF</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Par rapport au deuxième trimestre de 2019, le produit bancaire a progressé de 6,5%. - Sur cette même période, la marge sur intérêts a cru de 9,3% et les revenus nets sur commission de 10,4%. La baisse de 120% des autres revenus nets et la hausse de 40% des amortissements ont toutefois ralenti la progression du produit bancaire agréé. Selon le STATEC, la part des prêts bancaires non performants reste pour l'instant faible au Luxembourg (1,1% contre 3% en UE). 	<p>Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente du produit bancaire</p>
<p>Faillites</p> <p>Octobre 2020</p> <p>Sources : STATEC, Ministère de la Justice</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La crise déclenchée par la pandémie mondiale de COVID-19 n'a pas encore eu d'effets visibles sur les faillites d'entreprises au Luxembourg, mais il conviendra d'observer de près les prochains mois. Entre janvier et octobre, 988 faillites ont été enregistrées, soit une baisse de 3% sur un an. - Hors holdings et fonds de placements (365), c'est dans le commerce que les faillites sont les plus nombreuses (169), suivi de la construction (98). 	<p>Nombre de faillites</p>

<p>Chômage partiel</p> <p>Novembre 2020</p> <p>Source : Comité de conjoncture</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 4.218 dossiers de chômage partiel ont été accordés pour le mois de novembre, soit une hausse de 50% par rapport à octobre. Les entreprises disposaient d'un délai supplémentaire pour le dépôt des dossiers (jusqu'au 5/11). - Le nombre de salariés concernés augmente également (+29%) : 29.742 équivalents temps pleins sont en effet concernés. 	<p style="text-align: center;">Demands de chômage partiel accordées</p> 
--	--	---

<p>Inflation</p> <p>Octobre 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'inflation annuelle, à +0,7%, est stable et reste faible en octobre. - Alors que les prix à la consommation sont en hausse annuelle pour les biens et services divers (+3%) et les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3%), ils sont à la baisse pour les communications (-3,7%) et les transports (-2,8%). 	<p style="text-align: center;">Indice des prix à la consommation national (évolution sur 12 mois)</p> 
--	---	---

2. MARCHÉ DU TRAVAIL

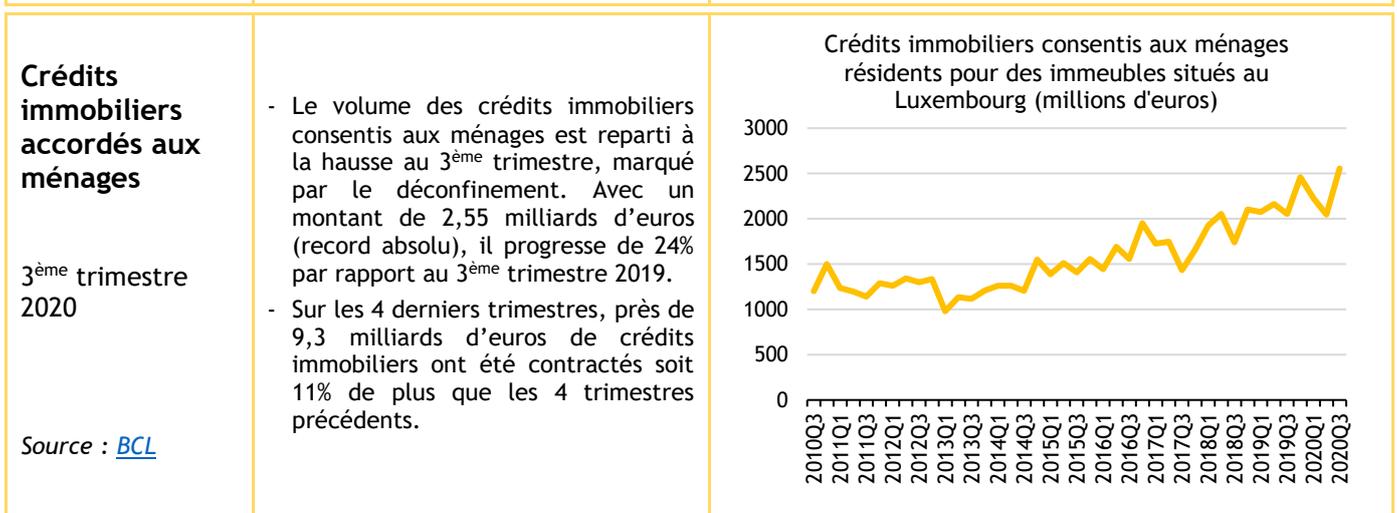
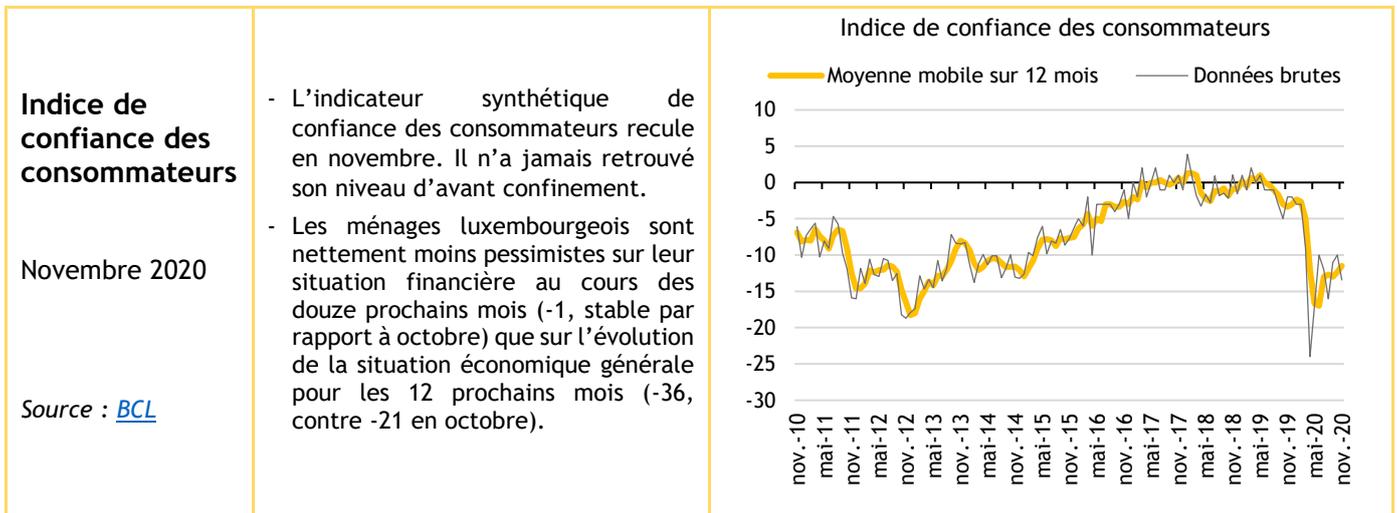
<p>Evolution de l'emploi</p> <p>Octobre 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 960 emplois salariés nets ont été créés au Luxembourg au mois d'octobre (+660 frontaliers et +300 résidents), soit une progression mensuelle de 0,2%. - Au plus fort de la première vague, 9.200 emplois nets avaient été détruits en mars et avril (5.800 frontaliers et 3.400 résidents). Dès le mois de mai, la courbe de l'emploi salarié repartait à la hausse et 11.000 emplois salariés nets ont depuis été créés (+7.000 frontaliers et +4.000 résidents). - Si la tendance observée depuis juin se poursuivait (ce qui est en l'état difficile à prédire avec certitude), le pays pourrait finir par créer 6.500 emplois nets en 2020, soit environ 10.000 de moins que si la tendance d'avant crise s'était maintenue (+3,7% par an en moyenne en 2017, 2018 et 2019). 	<p style="text-align: center;">Emploi salarié intérieur</p>  <p style="text-align: center;">Evolution de l'emploi par rapport au mois précédent (données désaisonnalisées)</p> 
--	--	---

<p>Evolution du chômage</p> <p>Octobre 2020</p> <p>Sources : ADEM, STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de chômage diminue de 0,1 point et affiche 6,3% au mois d'octobre (données désaisonnalisées). - Avec 17.971 inscrits à l'ADEM, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1.319 personnes depuis le début de la crise. - Malgré le maintien du dispositif du chômage partiel, il sera important de surveiller le nombre de nouveaux demandeurs d'emploi après les annonces des mesures sanitaires prises fin novembre. 	<p style="text-align: center;">Taux de chômage (données désaisonnalisées)</p>
--	--	--

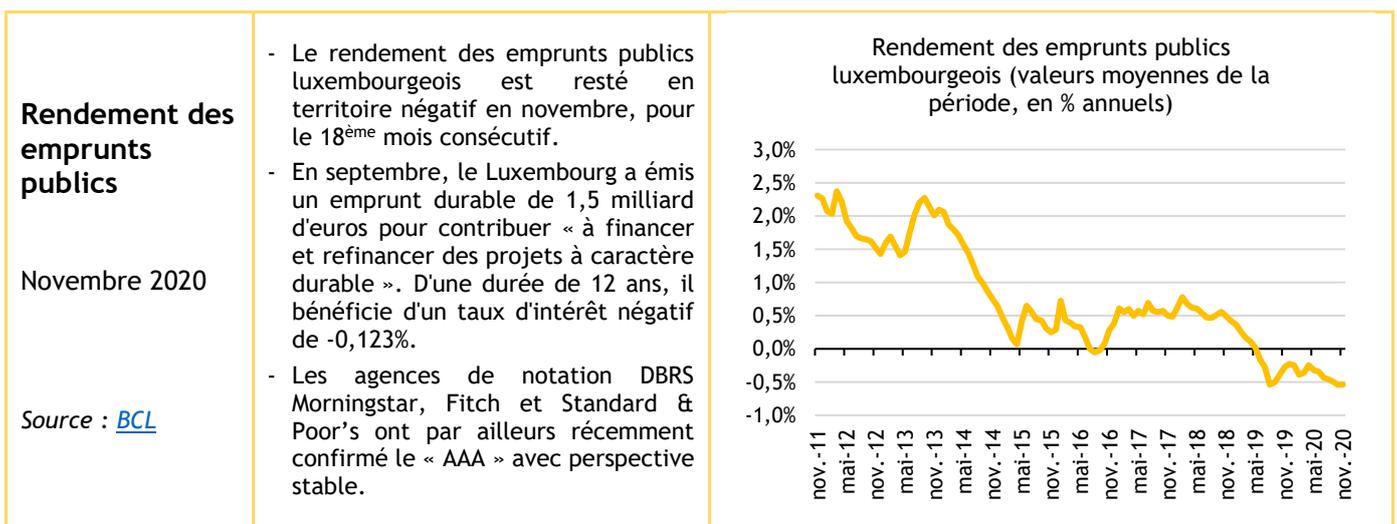
<p>Postes vacants à l'ADEM</p> <p>Octobre 2020</p> <p>Source : ADEM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les nouvelles offres publiées au courant du mois d'octobre (2.968) connaissent une baisse par rapport au mois de septembre (-6,4%). Le stock d'offres disponibles (7.495) augmente quant à lui de 9,4%, par rapport au mois précédent. - Sur les 12 derniers mois, on compte en moyenne 3,9 postes vacants pour 10 demandeurs d'emploi inscrits. 	<p style="text-align: center;">Stock de postes vacants publiés à l'ADEM pour 10 demandeurs d'emploi inscrits</p>
--	---	---

3. INDICATEURS SOCIAUX - MÉNAGES

<p>Chômage de longue durée</p> <p>Octobre 2020</p> <p>Source : ADEM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En octobre, 8.761 demandeurs d'emplois étaient inscrits depuis plus d'un an à l'ADEM (49% du total), soit une stagnation par rapport au mois précédent et une progression de 31% par rapport à la même période en 2019. 	<p style="text-align: center;">Demandeurs d'emploi résidents inscrits depuis plus d'un an à l'ADEM</p>
--	---	---



4. FINANCES PUBLIQUES

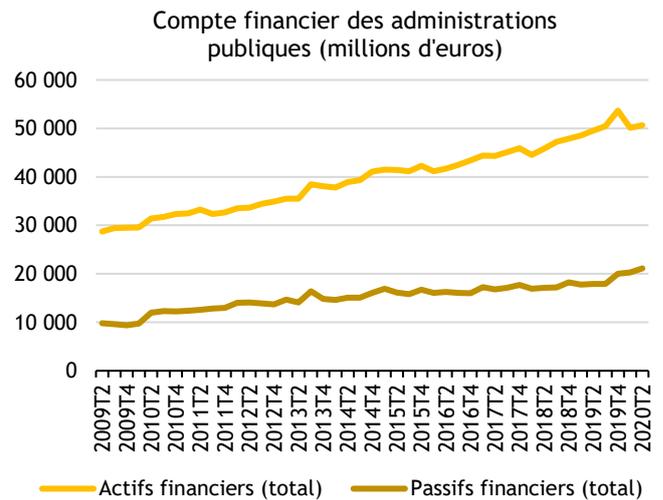


Compte financier des administrations publiques

2^{ème} trimestre 2020

Source : [BCL](#)

- Au 2^{ème} trimestre 2020, le total du passif financier des administrations publiques s'élevait à 21,1 milliards d'euros (+18% par rapport au 2^{ème} trimestre 2019) dont 11,4 milliards de titres de créance (+26%) et 4,3 milliards de crédits (+5%).
- Le total de l'actif était de 50,7 milliards d'euros (+2% sur un an) dont 22,9 milliards est composé d'actions et de parts de fonds (-1%). Les actifs financiers nets (actif - passif) s'élevaient à 29,5 milliards d'euros (-7% en un an).
- Dans son Projet de Budget 2021, le gouvernement estime que la dette des administrations publiques passera de 16,2 milliards d'euros en 2020 (27,4% du PIB) à 18,9 milliards en 2021 (29,4% du PIB), contre 22% en 2019.

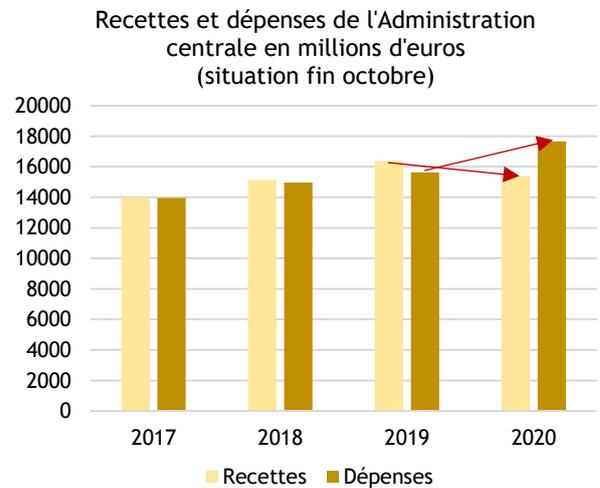


Recettes et dépenses de l'administration centrale

Octobre 2020

Source : [Ministère des Finances](#)

- Sur les 10 premiers mois de 2020, les recettes de l'Administration centrale ont baissé de 5,9% alors que les dépenses ont progressé de 13% par rapport à la même période en 2020. Le déficit cumulé depuis le début de l'année atteint 2,2 milliards d'euros.
- Dans son Projet de Budget 2021, le gouvernement prévoit un déficit de l'ensemble des Administrations publiques de 4,4 milliards en 2020 (-7,4% du PIB) et un déficit de -1,8 milliards en 2021 (-2,7% du PIB), contre +2,4% en 2019.



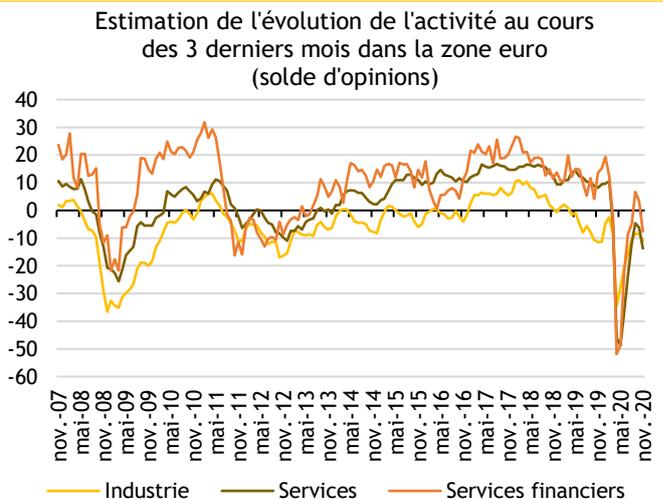
5. ENVIRONNEMENT EUROPÉEN - GRANDE REGION

Activité dans la zone euro (industrie, services et services financiers)

Novembre 2020

Source : [Commission européenne](#)

- L'enquête de conjoncture du mois de novembre illustre l'inflexion de l'économie de la zone euro avec la deuxième vague de COVID-19.
- Les soldes d'opinions pour l'industrie, les services et services financiers sont tous les trois en retrait.
- Pour l'industrie le solde passe de -9 en octobre à -11. Il passe de -6 à -14 pour les services et de +3,3 à -8 pour les services financiers.

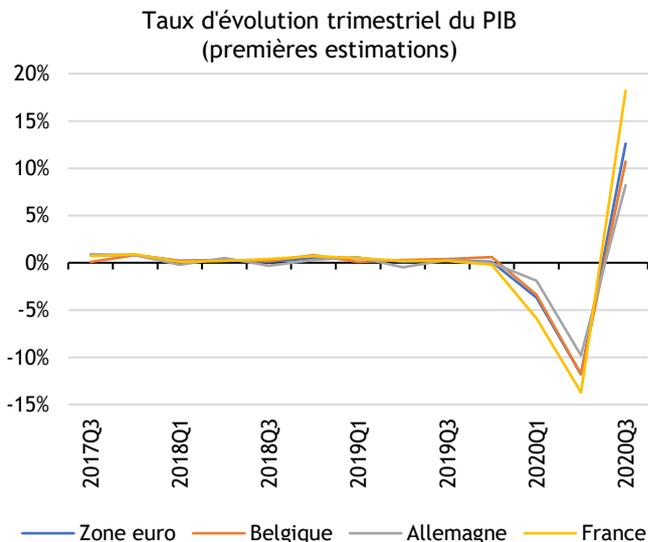


Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France

3^{ème} trimestre 2020

Sources : [Eurostat](#), [Commission européenne](#)

- Le PIB de la zone euro a (re)bondi de 12,6% au troisième trimestre 2020. La hausse du PIB a été particulièrement prononcée pour la France (+18,2%). Le PIB belge a cru quant à lui de +10,7% et celui de l'Allemagne de +8,2%.
- La Commission européenne a récemment révisé ses prévisions « à la hausse » pour 2020. Elle prévoit désormais une récession de 7,8% dans la zone euro (contre 8,7% auparavant) et une croissance de 4,2% en 2021 (contre +6,5%).
- Le PIB reculerait de -9,4% en France (contre -10,6% dans les anciennes prévisions), -8,4% en Belgique (contre -8,8%), -5,6% en Allemagne (contre -6,3%), et -4,5% au Luxembourg (contre -6,2%).

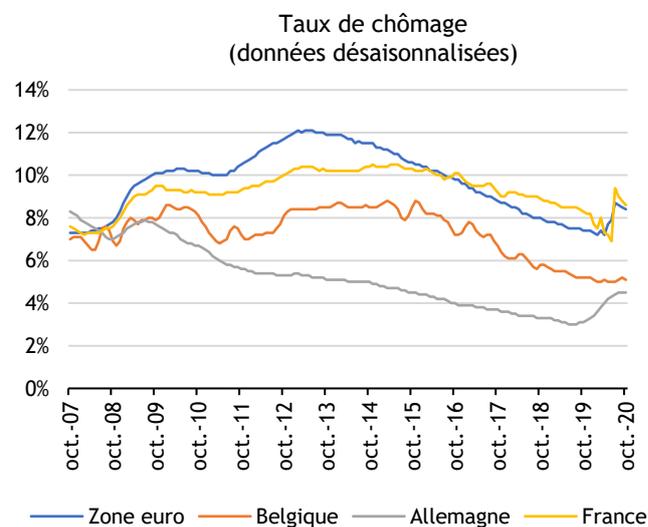


Chômage dans la zone euro, en Allemagne, Belgique et France

Octobre 2020

Source : [Eurostat](#)

- Le taux de chômage dans la zone euro s'est stabilisé. Il atteint 8,4% en octobre. Il est supérieur de 1 point par rapport au même mois de l'année dernière.



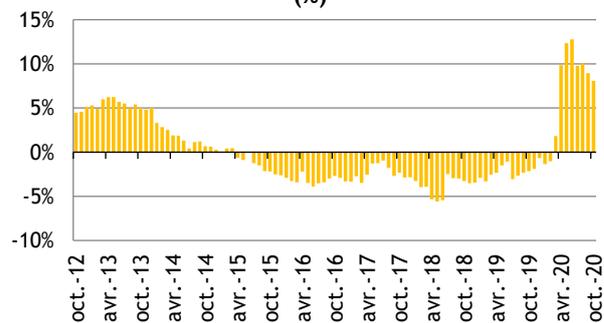
Demandeurs d'emploi dans la Grande Région

Octobre 2020

Sources : [ONEM](#), [Pôle Emploi](#), [Arbeitsagentur](#), [STATEC](#).

- En octobre, 574 005 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les différentes administrations de l'emploi de la Grande Région, soit une hausse de 8,1% par rapport à octobre 2019.
- Le rythme de progression annuel s'est légèrement tassé en comparaison des mois précédents.
- Le précédent « record » en nombre de chômeurs (625.700 en janvier 2014) n'est pas atteint.
- Toutes les régions sont concernées par l'augmentation annuelle du chômage mais c'est en Rhénanie-Palatinat qu'elle est la plus importante (+25,4%). Elle est également sensible en Sarre (+16,3%) et au Luxembourg (+19,5%).
- Elle reste plus mesurée en Lorraine (+3,7%) et en Wallonie (+1,9%), où les taux de chômage étaient cependant plus élevés avant la crise sanitaire.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi disponibles dans la Grande Région par rapport à l'année précédente (%)



	oct.-19	oct.-20	évolution annuelle	
Wallonie	204 058	207 915	3 857	1,9%
Sarre	33 260	38 680	5 420	16,3%
Rhénanie-Palatinat	94 651	118 669	24 018	25,4%
Lorraine	184 020	190 770	6 750	3,7%
Luxembourg	15 036	17 971	2 935	19,5%
Grande Région	531 025	574 005	42 980	8,1%